

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'Europe sociale vue par le PSE

- International - Europe -

Date de mise en ligne : samedi 27 janvier 2007

Démocratie & Socialisme

Le 7 et le 8 Décembre, s'est tenu à Porto le 7ème Congrès du P.S.E. (Parti Socialiste Européen) autour de la thématique de la Nouvelle Europe Sociale. Il se trouve qu'avec l'aide de la fédération P.S. du Val de Marne, et comme adhérent direct du P.S.E. (P.S.E. " Activist "), j'ai pu participer à ce grand show. Pour avoir une idée de l'ensemble des travaux de la manifestation, il est conseillé d'aller sur le site www.pes.org . On y trouvera les comptes rendus des documents présentés et les résolutions. En revanche, n'y figurent pas les travaux de toutes les sessions parallèles qui se sont tenues durant ces deux jours : ECOSY (les jeunes) ; P.S.E. femmes ; Global Progressive Forum ; ESO (les seniors) ; le Comité des régions ; les députés européens ; etc. De même, dans la dizaine de stands présents se sont tenus des échanges souvent intéressants. Je me centrerai ci après sur les principales leçons politiques du Congrès, en négligeant le show médiatique de la candidate Ségolène Royal ou l'opération de charme conduite par Howard Dean, président du Parti Démocrate américain.

N'oublions pas en préalable que le P.S.E. n'est pas pour l'instant un vrai parti et que ce Congrès n'est pas un vrai Congrès

Le P.S.E. est un conglomérat des partis " socialistes et socio-démocrates " (sic) européens : 27 pays représentés par 32 partis. Malgré une refonte des statuts et du règlement intérieur, ses résolutions sont prises de préférence par consensus et les partis membres ne sont pas tenus de les appliquer. Les adhérents directs, catégorie nouvelle de membres, n'ont, pour l'instant, strictement aucun pouvoir, sauf celui, moyennant une cotisation modeste, de pouvoir visiter une partie réservée du site Web du Parti.

Les discussions politiques sur les résolutions de Congrès s'opèrent en coulisses, et les débats de tribunes sont parfaitement policés.

Un Congrès du P.S.E., c'est avant tout une réunion diplomatique de chefs d'état et de ministres en exercice avec d'anciens chefs d'état et d'anciens ministres qui souhaitent revenir au pouvoir.

Et pourtant, il semble clair que le P.S.E. représente un point de passage obligé pour faire avancer des idées de gauche en Europe, pour fabriquer des majorités dans les instances européennes et pour y appliquer des politiques économiques, sociales, scientifiques, ..., les plus proches possibles de celles définies par les socialistes français. Alors, dans un contexte de forte interdépendance des politiques françaises avec les politiques européennes, nul ne peut se désintéresser de ce qu'il se passe au Congrès du P.S.E.

L'impact des Non français et hollandais au TCE

18 pays ont approuvé le traité et 2 l'ont rejeté. Mais le Non français, dominé par l'électorat de gauche et produit malgré la position du Ps français (" l'Europe sociale passe par le oui ") et l'appui inconditionnel des dirigeants socio-démocrates, a indiscutablement provoqué un électrochoc au sein du P.S.E. Son président, l'ancien premier ministre danois, Poul Nyrup Rasmussen, décide alors de lancer une démarche de travail en son sein sur le thème du modèle social européen. La France y est notamment représentée par le nouveau secrétaire aux affaires européennes issu de la synthèse du Mans, Benoît Hamon, dirigeant de N.P.S. et farouche partisan du Non lors du débat interne.

Cette démarche aboutit à un imposant rapport bourré d'exemples concrets de ce qu'il se passe dans les différents

pays de l'Union et à la résolution finale adoptée par le Congrès de Porto. Sans détailler cette résolution qu'on pourra trouver sur le site du P.S.E., indiquons seulement qu'elle réaffirme le principe de l'Etat Providence, de la nécessité du plein emploi, de la primauté donnée à l'éducation, et de l'importance du dialogue social. Elle insiste sur les aspects bénéfiques de l'immigration et elle déclare sans ambiguïtés :

" Le PSE a fait son choix : l'UE est plus qu'un simple marché. L'UE est un élément essentiel de la nouvelle Europe sociale, aidant les régions et les pays à atteindre davantage de résultats ensemble plutôt que de façon isolée. Dans la nouvelle économie mondiale, notre nouvelle Europe sociale peut être mise en place pas à pas si nous continuons d'en jeter les bases de façon équilibrée, c'est-à-dire sur la base d'une concurrence qui stimule, une coopération qui renforce et une solidarité qui unit. "

En gros, il s'agit d'une réaffirmation des principes de la social-démocratie européenne. Alors, pas de quoi fouetter un chat ? Pas tout à fait, pour deux raisons : sous prétexte de modernisme, il existait de fortes pressions avant le " non " français pour remettre en cause les fondements de l'Etat Providence. Et surtout, les discussions et propositions d'amendements, malgré le caractère peu démocratique du Congrès, ont mis en évidence l'existence d'une opposition de gauche, hélas peu structurée, mais jugeant ce texte timide et inadapté. De plus, la tonalité des débats sur le " travail décent " (suite à donner au rapport du Bureau International du Travail), ou sur les ravages du capitalisme financier, et surtout sur la nécessité de " Politiser l'Europe ", a montré, vis-à-vis des précédents Congrès un net gauchissement du discours. Alors, content ? Pas vraiment.

Les compromis avec la Droite

En parallèle à ces résolutions engagées, on a pu entendre à Porto une autre musique : celle relançant l'idée chère à Blair et à Clinton d'une " alliance progressiste " avec les démocrates américains, celle souhaitant bonne chance au SPD allemand ou aux socialistes autrichiens dans leurs grandes coalitions actuelles ou en construction, celle demandant au parti de centre gauche en gestation de Romano Prodi de rejoindre le P.S.E. ou celle remettant en exergue la culture du compromis droite-gauche en vigueur au Parlement européen.

Au fond, il est toujours possible de gauchir le discours, à partir du moment où les alliances électorales et les rapports de force vont montrer que cette ligne de gauche est impossible à appliquer. Préfiguration de ce qui peut se passer en France ? A suivre avec attention.

Soyons socialistes en Europe

On doit, beaucoup plus que par le passé, s'investir dans le mouvement social-démocrate et socialiste européen. Malgré de timides avancées, il ne bougera pas sans pressions extérieures fortes venant de mouvements sociaux, d'un syndicalisme européen rénové, d'une vraie gauche européenne qui existe, mais qui est désorganisée. Autant de chantiers à entamer !

Le chemin est clair : Oui, il faut " politiser l'Europe ".

Robert Spizzichino